

Panel discussion on social entrepreneurship: New avenues for job creation and social inclusion

Intervention by *Mr. François Perigot*, Past President of the International Entrepreneur Organisation and CEO's of the Group Multinational Enterprises on the Christian Social Doctrine, France

Monsieur le Président,

Eminences,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Cette intervention a un caractère différent de celles que nous avons entendues aujourd'hui : elle ne traitera pas de « l'économie sociale » en tant que telle et des réponses qu'elle apporte aux problématiques posées par l'Encyclique « Caritas in veritate ». Elle s'attachera plutôt à **essayer de comprendre le message général que l'Eglise adresse, à travers cette encyclique, à tous les responsables économiques, quelle que soit la forme juridique dans laquelle se situe leur action** et singulièrement l'Economie de Marché dont l'adéquation avec le message pontifical repose très largement sur les valeurs et le comportement des dirigeants.

Ma légitimité à intervenir dans le débat repose à la fois sur l'animation d'un petit groupe de réflexion de directeurs exécutifs d'entreprises à vocation mondiale (sous l'autorité spirituelle de Frère Samuel), sur l'exercice personnel de ce type de responsabilité et sur la réflexion poursuivie dans l'organisation patronale à tous les niveaux sur « comment comprendre et appliquer le message social de l'Eglise, dans une démarche de chrétiens soucieux de se conduire comme tels ».

Ce groupe a eu le privilège d'être encouragé dans cette démarche par Son Éminence le Cardinal Martineau à l'occasion de la parution du « Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise » et par Son Éminence le Cardinal Ravazzi auquel nous présenterons nos premières réflexions sur notre perception du message Pontifical, que nous espérons pouvoir partager également avec Son Éminence le Cardinal Peter K.A. Turkson.

Monseigneur Sorondo, ici présent, nous encourage par l'intérêt qu'il manifeste personnellement à notre réflexion. Je tiens à l'en remercier au nom de notre groupe.

Je souhaiterais aborder rapidement à la lumière de l'Encyclique, les trois thèmes suivants :

- la responsabilité sociale des entreprises, et singulièrement des entreprises internationales, en tant qu'acteurs du développement de l'économie mondiale ;
- la pratique de l'Economie de Marché et les conditions du succès du modèle de liberté économique sur lequel est fondée la mondialisation ;
- la vraie nature et les limites d'une responsabilité sociétale des entreprises, particulièrement dans leur rôle d'investisseurs étrangers.

LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES ET SINGULIEREMENT DES MULTINATIONALES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE MONDIAL
--

Dans sa dimension internationale, la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et sa pratique sont directement interpellées par l'Encyclique dans son analyse des conditions du développement mondial et ses recommandations sur le comportement des agents économiques qui conditionne l'efficacité du modèle d'économie de Marché

L'Encyclique offre une vision du développement : ses finalités, des constats, et des moyens à mettre en œuvre en particulier au plan institutionnel.

• **Les finalités :**

- La mise en garde sur l'urgence (75) « *tandis que les peuples du Monde frappent aux portes de l'opulence, le monde riche risque de ne plus comprendre ... sa conscience étant désormais incapable de reconnaître l'humain ;*
- L'interaction éthique des consciences et des intelligences (9) « *le risque de notre époque réside dans le fait qu'à l'interdépendance déjà réelle entre les hommes et les peuples ne correspond pas à l'interaction éthique des consciences et des intelligences* » ;
- La redistribution de la richesse « *la mondialisation a priori n'est ni bonne ni mauvaise elle sera ce que les peuples en font... il faut faire en sorte que la redistribution de la richesse n'entraîne pas une redistribution de la pauvreté* » ;
- La recherche d'un développement plénier et de bien commun universel (76) : « *il n'y a pas de développement plénier et de bien commun universel sans bien spirituel et moral des personnes...* » (7) à côté du bien individuel, il y a un bien lié à la vie en société : le bien commun ».

• **Les constats :**

- la persistance des déséquilibres (21) *il est vrai que le développement a eu lieu... (il) a été obéré par des déséquilibres et par des problèmes dramatiques...* ;
- la croissance économique et le maintien des inégalités (22) *la richesse mondiale croît en termes absolus mais les inégalités augmentent* » ;
- la persistance de normes sociétales incompatibles avec la réussite du modèle (22) « *dans certains pays pauvres subsistent des modèles culturels et des normes sociales de comportement qui ralentissent le processus de développement (23) il faut avant tout que le développement soit vrai et intégral* » ;
- le déficit de réflexion sur un humanisme nouveau et le manque de fraternité (charité fraternelle) entre les peuples (19) « *le sous développement a encore une cause plus profonde que le déficit de réflexion : c'est le manque de fraternité entre les hommes et entre les peuples* ».

• **Les moyens :** un engagement plus fort au service du développement des peuples et une prise de conscience de l'urgence des réformes : il faut pour cela :

- des solutions neuves fondées sur « une réflexion nouvelle et approfondie sur le sens de l'économie et de ses fins, ainsi qu'une révision profonde du modèle de développement pour en corriger les dysfonctionnements et les déséquilibres » (32) : ... *c'est ce qu'exige la crise culturelle et morale de l'homme dont les symptômes sont depuis longtemps évidents partout dans le monde...*
- une croissance spirituelle et pas seulement matérielle (76) *le développement de l'homme et des peuples dépend en fait et aussi de la résolution de problèmes spirituels... Le développement doit comprendre une croissance spirituelle et pas seulement matérielle ;*
- une gouvernance de la mondialisation de nature subsidiaire articulée à de multiples niveaux et sur divers plans qui collaborent entre eux (57) *pour ne pas engendrer un dangereux pouvoir universel de type monocratique, la gouvernance de la mondialisation doit être de nature subsidiaire, articulée à de multiples niveaux et sur divers plans qui coopèrent entre eux* » NB : on retrouve cette idée fondamentale dans le rapport de l'OIT sur la mondialisation

accompagnée de la recommandation de politiques claires et d'un fort degré de concertation entre les états.

•Le rôle des acteurs

- les Politiques : c'est de leur intégrité et leur sensibilité au problème du développement que dépendra largement tout effort en faveur d'une mondialisation réussie (71) *Le développement est impossible s'il n'y a pas des hommes politiques droits fortement interpellés dans leur conscience du Bien commun ;*
- les Etats doivent s'accorder sur les règles de fonctionnement d'une gouvernance mondiale et la coordination de l'action des institutions multilatérales (57) NB : c'est également dans ce sens que va le rapport de l'OIT. C'est le but du sommet du G20 ;
- Les Entreprises : parce qu'elles sont engagées directement à travers leurs activités internationales dans le processus du développement de l'économie mondiale, elles doivent s'interroger sur les conséquences de cette vision de l'Eglise sur leur propre conception du développement qu'elles influencent comme investisseurs internationaux. Elles doivent revisiter leurs objectifs, leurs méthodes et redéfinir le contenu de leur Responsabilité Sociétale (voir plus loin).

LA PRATIQUE DE L'ECONOMIE DE MARCHE ET LES CONDITIONS DU SUCCES DU MODELE DE LIBERTE ECONOMIQUE SUR LEQUEL EST FONDE LE DEVELOPPEMENT

1 - Les messages de l'Encyclique sont sans équivoque : elle accepte et reconnaît l'économie de marché, mais :

(35) « abandonné au seul principe de l'équivalence de valeurs des biens échangés, le marché n'arrive pas à produire la cohésion sociale dont il a besoin pour bien fonctionner.

Sans formes internes de solidarité et de confiance réciproque, le marché ne peut pleinement remplir sa fonction économique : aujourd'hui c'est cette confiance qui fait défaut.

(36) « l'économie et la finance en tant qu'instruments peuvent être mal utilisés quand celui qui les gère n'a que des intérêts égoïstes... ce n'est pas l'instrument qui doit être mis en cause, mais l'homme, sa conscience morale et sa responsabilité personnelle et morale ».

2 – *Ce message nous renvoie directement à la pratique responsable de la liberté et au respect par éthique authentique « transparence, honnêteté, responsabilité » de toutes les règles du jeu.*

Il constitue l'un des points extrêmement forts du message que nous adresse l'Eglise, mais il n'est qu'une étape dans la pratique chrétienne de l'économie de Marché qui nous rappelle que *«le grand défi qui ressort des problématiques du développement est celui de montrer au niveau de la pensée comme des comportements, que non seulement les principes traditionnels de l'éthique sociale, telles que transparence, honnêteté et responsabilité ne peuvent être négligés ni sous-évalués... mais qui nous invite à la pratique d'un certain nombre de valeurs spirituelles sans lesquelles l'économie de marché n'est pas viable.*

Ceci constitue à mon sens un aspect majeur de la position de l'Encyclique qui permet au Vatican d'affirmer la pratique de ses valeurs spirituelles comme élément essentiel de la responsabilité sociale. L'Eglise intervient ainsi avec force et pertinence dans un débat dont elle s'était laissé déposséder par la société civile.

LA PRATIQUE D'UNE RESPONSABILITE SOCIETALE ELARGIE ET AUTHENTIQUE

1 – *L'Encyclique insiste sur l'importance de la responsabilité sociale (art 40) l'on prend conscience toujours davantage de la nécessité d'une plus ample responsabilité sociale de l'entreprise même si les positions éthiques qui guident le débat ne sont pas toutes acceptables selon la perspective de la*

doctrine sociale de l'église, la gestion de l'entreprise ne peut pas tenir compte des seuls intérêts de ses propriétaires, mais aussi de ceux de toutes les autres catégories qui contribuent à la vie de l'entreprise : les travailleurs, les clients, les fournisseurs... les communautés humaines qui en dépendent.

2 – Le problème qui se pose pour l'investisseur étranger est celui de ses pratiques et de son comportement par rapport à l'environnement social, économique et culturel des pays dans lesquels il opère.

L'Encyclique n'aborde pas directement ce thème, mais il est vrai que la tentation est grande sur le plan national et international d'exiger des « multinationales » des engagements allant au-delà des législations nationales et dont il est quasi impossible de fixer des frontières d'une manière rationnelle et réaliste tant vis-à-vis des entreprises que du contexte local. NB : le « global compact élaboré par l'ONU par les représentants des entreprises, des salariés et de la société civile s'avère à ce jour la seule formule viable par laquelle l'entreprise s'engage à respecter les principes fondamentaux reconnus internationalement (OIT, OCDE).

Conclusions

La pratique authentique de la Responsabilité sociale ne peut se faire que dans l'engagement personnel à partir de valeurs de références spirituelles qui sont très précisément celles que l'Encyclique nous rappelle.

Elles sont au cœur du message Pontifical et nous conduisent à reconsidérer notre propre vision de notre responsabilité comme expression de notre valeur morale (art 5) « *sans vérité, sans confiance et sans amour il n'y a pas de conscience ni de responsabilité sociale* ».

Elles constituent le grand défi que nous devons relever (art 36) « *montrer dans un contexte de plus en plus pressant qu'au niveau de la pensée comme des comportements que les principes traditionnels de l'éthique ne peuvent être ni négligés, ni sous-évalués* ».

A côté des valeurs traditionnelles de Solidarité et de Fraternité deux thèmes illuminent ce message :

- celui d'une « éthique amie de la personne »
- celui de la gratuité et la logique du Don comme expression de fraternité et fondement de la recherche du bien commun.

« La gratuité qui nous apparaissait comme un plus ou un choix, devient le matériau constitutif, le tissu même de la vie sociale, politique, économique au quotidien ».